

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1113 du 31 mars 2012 | www.libres.org

Hebdomadaire 1,50 €



SOMMAIRE DU N°1113

EDITORIAL : Trêve pascale pp. 1-2

CONJONCTURE : Les limites du modèle chinois pp. 3-4

ACTUALITÉ : Benoît XVI en Amérique Latine p. 4 - L'épargne des Français à son sommet p. 5 - Mélançon : candidat totalitaire ? p. 5

CHRONIQUE DES 100 JOURS p. 6

PORTRAIT : Karl Popper (1902-1994) p. 7

LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 8

TREVE PASCALE

Au Moyen Age l'Eglise avait institué la paix de Dieu. Les armes des chevaliers devaient être rangées pendant les grandes fêtes religieuses, et la trêve était respectée de tous. Située au printemps, saison propice à toutes les ardeurs, la trêve pascale calmait les seigneurs impatients d'en découdre.

Je ne me fais pas d'illusion : il n'y aura pas de trêve pascale dans la campagne électorale, d'ailleurs avouons à faire à des chevaliers ou des seigneurs ? Je suppose au contraire que, les sondages se succédant, la lutte soit plus ardente et démesurée que jamais.

Alors, pourquoi évoquer la trêve pascale ?

Simplement parce qu'en la circonstance elle est là pour nous rappeler que des élections, si importantes soient-elles, doivent être ordon-

nées à des principes plus fondamentaux, dont certains sont purement matériels, et d'autres sûrement intellectuels, voire spirituels.

Un principe terre à terre est celui qui prescrit une saine gestion de l'économie. La Nouvelle Lettre reprend sans cesse cette antienne : les débats politiques devraient permettre d'améliorer les relations entre le pouvoir et l'économie. Il n'en est malheureusement rien, et tous les candidats se livrent au constructivisme fiscal, comme le dit mon ami Jean-Philippe Delsol. Ils veulent nous construire une nouvelle fiscalité, parce qu'ils sont persuadés que plus d'impôts, plus progressifs, pénalisant par priorité riches, entrepreneurs et rentiers, restaureraient des finances publiques en ruines. >>

BULLETTIN D'ABONNEMENT

s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)

s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)

envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Trêve pascale (suite)

Les candidats se livrent aussi au constructivisme commercial, le même que celui des mercantilistes des 16^{ème} et 17^{ème} siècles, le même que celui de Roosevelt, dont le résultat immanquable est non seulement de créer une dépression profonde, mais aussi de développer le nationalisme xénophobe ; après avoir été le concurrent déloyal, l'étranger devient l'ennemi et on finit par prendre les armes ; comme dans les années 1930. A trop parler de la « guerre économique », on habitue les esprits à l'idée de la guerre. Pâques, c'est au contraire un message d'universalité, de compréhension entre les peuples. Peut-il être entendu quelques jours ?

Les esprits devraient aussi être libérés quelques jours de l'obsession civique. Que signifie aujourd'hui en France être citoyen ? Le droit de vote ? C'est le droit de choisir sa servitude, puisque l'Etat Providence a transformé les citoyens en esclaves. Parlant de la Sécurité Sociale un siècle avant qu'elle n'existe, Frédéric Bastiat pronostiquait : « *Les abus iront toujours croissant, et on reculera le redressement d'année en année, comme c'est l'usage, jusqu'à ce que vienne le jour d'une explosion. Mais alors on s'apercevra qu'on est réduit à compter avec une population qui ne sait plus agir par elle-même, qui attend tout d'un ministre ou d'un préfet, même la subsistance, et dont les idées sont perverties au point d'avoir perdu jusqu'à la notion du droit, de la propriété, de la liberté et de la justice* ». Il nous faut donc abandonner un instant l'illusion que l'homme ou le parti providentiel pourrait améliorer durablement le sort du peuple, et nous rappeler que la politique ne peut servir qu'à garantir la

liberté et la propriété en assurant leur sécurité. Mais les discours et surenchères sécuritaires démontrent précisément la faillite de la politique à assurer la sécurité, quand l'Etat s'occupe de tant d'autres choses et à si grands frais.

“ *Se libérer de la politique* ”

En prenant quelque recul, nous devrions admettre que tout ce qui se produit de désastreux depuis dix ans est dû au retour en force de l'Etat, des hommes de l'Etat, et partout dans le monde, y compris aux Etats-Unis, pays auquel la France a offert une statue représentant la liberté éclairant le monde et tenant dans sa main le livre du droit. Remettre cette image dans nos esprits devrait nous amener à voir la politique et les élections à la lumière de la statue, donc à considérer les résultats prochains comme mineurs par rapport au principe majeur pour lequel nous devons nous mobiliser : moins d'Etat, moins de politique, plus de liberté et plus de droit. Pâques serait une renaissance, une promesse.

“ *La foi a guidé la civilisation* ”

Prendre ses distances à l'égard de la politique, c'est aussi mettre à sa place la religion. Sans doute les Chrétiens reconnaissent-ils avant tout dans Pâques la célébration de la résurrection du Christ. Ils ont besoin de cette trêve, comme du Carême,

pour rester fidèles à leur baptême et renouveler leurs vœux. De même, la Pâque juive scelle-t-elle l'alliance de Dieu et de son peuple. Mais tous les hommes et toutes les femmes de bonne volonté, chrétiens, juifs ou non, ne peuvent se détacher de la religion, de cette quête du sens de la vie et de cette recherche d'un épanouissement, d'un accomplissement personnel – ce que l'on appelle humanisme. Quelle place la religion occupe-t-elle au-jourd'hui dans notre société française ?

Elle se vante d'être laïque, ce qui ne signifie plus respectueuse de la liberté religieuse, mais destructrice de toute religion. Une telle société est sans défense devant le fanatisme religieux, qui occupe toute la place laissée libre par le laïcisme. Mais une telle société rend aussi les êtres humains fragilisés, insatisfaits, condamnés à la peur ou à la servitude, sources de désespoir ou de violence. Certains ont voulu ainsi rayer Pâques, ou symboliquement le lundi de Pâques, pour aller plus loin encore dans la déchristianisation de la fille aînée de l'Eglise. Mais ils n'ont rien à proposer en face, sinon les illusions d'une « société sans classe » construite sur les ruines de la propriété et de la liberté. Pâques, ce n'est pas les œufs, les cloches et les poules en chocolat, ou la fêria de Nîmes, c'est l'affirmation d'une foi qui a guidé les peuples vers la civilisation. La trêve devrait nous aider à dire « J'y crois ».

Bonne trêve, bonnes Pâques !

Jacques Garello

LES LIMITES DU MODELE CHINOIS

La Chine est en crise, selon certains. N'exagérons pas, et nous avons vu la semaine dernière qu'entre la récession européenne et le ralentissement chinois, il y avait un gouffre. Mais en même temps, de nombreux signes montrent que le système chinois, que certains considèrent comme un modèle, a sans doute atteint ses limites et que la Chine va devoir choisir entre le capitalisme d'Etat et la véritable économie de marché, entre des libertés données au compte-goutte, et de véritables libertés, économiques, mais aussi politiques.

Miracle ou fruit de la libéralisation ?

Il y a eu ce que certains appellent un miracle chinois : après la ruine de l'économie maoïste, après les réformes initiées par Deng Xiaoping, la Chine est devenue un grand pays émergent : une croissance de 10% par an ces dernières années, un commerce extérieur florissant, faisant de la Chine le premier exportateur du monde, un PIB qui a dépassé celui du Japon et qui est donc le second du monde, après les USA : de quoi faire rêver bien des pays en développement.

Il n'y avait là rien de miraculeux, mais une certaine libéralisation d'une économie jusque là totalement étatisée et conforme au modèle marxiste-léniniste. Un pragmatisme (« Qu'importe la couleur du chat, pourvu qu'il attrape les souris », selon l'expression de Deng), qui a fait reculer l'idéologie, au moins en économie, et permis de passer au stade d'un pays émergent. Encourager les entrepreneurs, libérer certains prix, ouvrir les frontières, privatiser des entreprises, laisser le marché fonctionner ; il n'en fallait pas plus pour mettre au placard la vieille planification centralisée. En économie, il n'y a pas de miracle : la liberté porte ses fruits.

Les difficultés économiques s'accroissent

Cette période est-elle close ? On peut se poser la question. D'abord, la croissance ralentit. Certes, elle reste la plus forte du

monde, mais on est loin des 14,2% de hausse du PIB de 2007 ou même des 10,4% de 2010. La croissance s'est ralentie à 9,2% en 2011 et elle devrait être, selon le FMI, de 8,2% en 2012, l'objectif officiel est de 7,5% et les prévisionnistes parlent de 6,6% ! Le ralentissement est notable.

D'autres signes inquiètent. L'inflation a été forte, de l'ordre de 5 ou 6% (5,4% en 2011), et l'objectif pour 2012 est une hausse des prix de 4% ; le laxisme de la politique monétaire est pour beaucoup dans ce dérapage des prix et la Chine découvre que l'inflation est une maladie dont il est difficile de se débarrasser.

Certes, le commerce extérieur est florissant. Mais la hausse des exportations se ralentit et le mois de janvier 2012 a même marqué un recul de 0,5% des exportations chinoises. Et surtout il est désormais question d'un déficit commercial, phénomène encore impensable il y a quelques années, et constaté en février de cette année. La Chine découvre qu'elle est sensible au ralentissement économique mondial, alors que le marché intérieur est peu dynamique. Pour vendre, il faut des acheteurs et la sous-évaluation systématique de sa monnaie ne suffit pas à garantir un excédent permanent, car les hausses de salaires, qui atteignent souvent 20%, finissent par réduire son avantage en terme de coût de production. Enfin, il ne suffit pas de produire moins cher, il faut aussi des produits de qualité, etc..

La Chine a joué son rôle « d'atelier du monde », obligeant les pays développés à faire des efforts de productivité, de qualité, de valeur ajoutée ; mais elle découvre à son tour qu'il y a des pays où on produit moins cher que chez elle et que la concurrence est une réalité pour tous. Des entreprises occidentales, installées en Chine, délocalisent au Bangladesh ou ailleurs. Même ses réserves de change, les plus importantes du monde, ont baissé au dernier trimestre 2011 et ce n'est pas en achetant massivement de l'or qu'elle réglera ses difficultés.

Revendications sociales ou persistance du socialisme ?

A s'en tenir là, on resterait dans l'analyse conjoncturelle, n'appelant que des politiques conjoncturelles. La Chine n'a pas échappé au chant des sirènes keynésiennes, et ne s'est pas privée de pratiquer des plans de relance. Elle en prépare d'ailleurs un nouveau, qui mêlerait hausse des dépenses publiques et baisse des taux d'intérêt.

Pourtant le mal est sans doute structurel.

Il y a d'abord le mécontentement social : les mutations ont été rapides et pour la première fois la population urbaine a dépassé la population rurale. La Chine découvre les revendications sociales en faveur de l'Etat Providence !

Il y a surtout le non choix entre socialisme et capitalisme. >>

Les limites du modèle chinois (suite)

Cette question de fond transparaît dans le discours du premier ministre Wen Jiabao, présentant son rapport annuel : « tenir haut la grande bannière du socialisme à caractéristiques chinoises ». Ce n'est pas une simple figure de rhétorique. C'est le signe que la Chine n'a toujours pas renoncé à la voie socialiste, et l'exercice de voltige entre deux systèmes touche sans doute à ses limites : la Chine a fait des pas considérables vers la liberté économique et son développement spectaculaire en est la récompense, mais les ambiguïtés demeurent.

La troisième voie c'est l'impasse

Entre capitalisme et socialisme, il n'y a pas de troisième voie durable. Aujourd'hui, la Chine demeure une économie mixte. C'est mieux que la planification centralisée, mais on reste dans la logique d'un capitalisme d'Etat. Les entreprises publiques sont encore nombreuses et des monopoles publics existent encore ; les entreprises privées

sont loin d'être toutes dans les mains d'entrepreneurs indépendants, mais plutôt dans celles de membres éminents du parti. Les habitudes étatiques sont encore nombreuses, la corruption est omniprésente. Certains médias chinois évoquent « un capitalisme de copinage ». Tous les domaines qualifiés de « stratégiques » sont sous contrôle étroit du parti, y compris banques, téléphone mobile et internet... La Banque mondiale a d'ailleurs souligné la nécessité d'une « diversification graduelle de la propriété » – en clair d'une privatisation.

On peut mesurer le chemin parcouru et celui qui reste à parcourir à partir de l'indice de liberté économique du Wall Street Journal et la Fondation Heritage : la Chine est 138ème, avec une note de 51,2 sur 100, juste la moyenne ; c'est infiniment mieux que ceux qui sont proches d'elle politiquement, comme la Corée du nord (179ème et dernier avec 1 sur 100) ou que Cuba, le Zimbabwe, le Venezuela ou l'Iran.

Mais la Chine a fait en gros la moitié du chemin vers la liberté ; cela fait toute la différence avec la Corée du Nord, mais cela fait aussi toute la différence avec les pays réellement libres.

La Chine est à la croisée des chemins. Les zones de contraintes étatiques sont encore fortes et le parti unique et totalitaire, qui brime les libertés civiles, est un frein au développement. Comment avoir une vraie liberté économique sans liberté d'expression ? Comment avoir un fonctionnement harmonieux des institutions de l'économie (propriété, contrat) sans état de droit ? L'exemple chinois montre l'extraordinaire efficacité des libertés économiques, mais il rappelle aussi, dans le stade actuel de son évolution, qu'une économie mixte, un tiers système, n'est pas viable à long terme : il faut choisir car les libertés ne se divisent pas. La Chine est en train de l'apprendre à ses dépens.

Jean Yves NAUDET

Benoît XVI en Amérique Latine

Il a plaidé pour la liberté religieuse et souligné la responsabilité des Catholiques

Mexique jusqu'à vendredi, puis trois jours à Cuba : en dépit de ses 85 ans, Benoît XVI a enduré les fatigues d'un long voyage, sur les pas de Jean Paul II venu ici en 1998. Il a reçu un accueil triomphal et spontané au Mexique, populaire mais contrôlé à Cuba. Dans les deux cas, un message majeur : la ré-évangélisation des Catholiques, qui pratiquent davantage les rites que la charité au Mexique, et qui ne participent pas à la vie publique à Cuba. Certes, à Cuba, ce n'est pas leur faute : la liberté religieuse est limitée par les communistes, car il faut être aux côtés du

pouvoir pour exprimer sa foi. Benoît XVI sait qu'il y a eu quelques progrès depuis que Raoul a succédé à Fidel ; il a obtenu que le Vendredi Saint soit férié à nouveau (Jean Paul II avait obtenu la reconnaissance de la fête de Noël). Mais il a prononcé une homélie très politique au cours de la messe dominicale : certains Cubains s'en tirent à trop bon compte en cherchant à marier le communisme et le catholicisme. Ce « relativisme », cette passivité ou cet abandon, lui fait penser à Ponce Pilate « Comme le gouverneur romain [ces personnes] laissent filer le cours de

l'histoire sans se compromettre ». Il a également dénoncé les idéologies qui interdisent la quête de la vérité.

Pour conclure « Cuba et le monde ont besoin de changement ». La crise de l'impiété et de l'indifférence n'est pas propre à l'Amérique Latine, elle concerne aussi l'Europe, et le rôle des croyants est d'offrir « une contribution à l'édification de la société ». A Cuba, ce n'est pas toujours facile, mais désormais l'Eglise pourrait y avoir « droit de cité ».

L'épargne des Français à son sommet

Facile à expliquer, mais pas de quoi s'affoler

16,8 % des revenus épargnés en 2011 : record depuis 1983. Mais que se passait-il en 1983 ? La gauche appliquait sans ménagement son « Programme Commun », celui de Mélanchon et Hollande réunis, le franc subissait trois dévaluations, les nationalisations avaient été totales, le chômage redémarrait et l'école libre semblait condamnée. Face aux incertitudes politiques, les Français prenaient leurs précautions. Aujourd'hui s'y ajoutent la crise économique, mais surtout la menace sur l'euro, et enfin la destruction du régime des retraites. La réaction normale, c'est bien de mettre de l'argent de côté pour se protéger contre les aléas économiques et politiques.

Les keynésiens obtus crient déjà à l'impossibilité d'une relance : le moteur de l'économie n'est-il pas la consommation ? L'épargne tue

la croissance, disent-ils. Mais ils ne se rendent pas compte qu'ils n'ont cessé de dépenser un argent public qu'ils n'avaient pas, ou qu'ils ont confisqué aux quelques Français qui avaient commis l'infamie de s'en sortir.

En fait, l'épargne est non seulement une précaution individuelle, mais elle est aussi une chance pour l'économie. Elle pourrait l'être dès maintenant si l'épargne n'était pas captée par les livrets A (22 milliards l'an dernier), où elle est drainée vers la Caisse des Dépôts et Consignations, bras financier de l'Etat, et haut lieu du gaspillage en logements sociaux, équipements publics, prêts aux collectivités, etc. Par comparaison et pour des raisons surtout fiscales, les contrats d'assurance-vie ont chuté (8 milliards collectés en moins), bien qu'il s'agisse

toujours du placement favori des Français (1.370 milliards, dit l'INSEE). Voilà qui est mieux, car cette épargne est recyclée par les compagnies d'assurance et les banques et alimente des crédits à l'économie. Les investissements industriels ont légèrement repris depuis quelques mois.

Mais la chance de l'épargne, c'est pour demain. Si d'aventure les Français retrouvaient quelque espoir grâce à un changement radical de politique et une baisse des prélèvements, cette épargne pourrait être immédiatement mobilisée pour une forte reprise : l'argent privé supporterait l'entreprise privée enfin libérée. Tous les ingrédients d'une nouvelle croissance sont présents en France, il ne reste que le catalyseur politique, porteur d'une flamme d'espoir.

Mélanchon, candidat totalitaire ?

Nicolas Lecaussin pose la question sur le site de Valeurs Actuelles

La réponse est évidemment oui. Mais, dans son article de jeudi dernier 29 dans Parlons Vrai, notre collaborateur et ami Nicolas Lecaussin s'interroge surtout sur le fait qu'aucun média, aucun journaliste ne s'indigne des propos et du programme du candidat du Parti Communiste et autres gauches de la gauche. Certes, comme nous l'avons rappelé la semaine dernière la « 6ème République » fait l'affaire de Nicolas Sarkozy, et François Hollande est la première victime dans les sondages. Mais, peut-être parce qu'il a connu dans sa jeunesse la dictature des communistes, Nicolas Lecaussin est scandalisé par l'indifférence, voire la complicité dont jouit Mélanchon.

Qui s'intéresse à ce qu'il écrit, à ce qu'il dit ? Jean Luc Mélanchon de citer le stalinien Paul Eluard « *Si vous voulez la paix, faites la guerre civile* » et d'admirer la Constitution de 1793, celle de la Terreur : « *Quand le gouvernement viole le droit du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs* ». Nos braves jacobins avaient confondu avec le « droit à la résistance à l'oppression » reconnu par la Constitution Américaine. Mais Mélanchon n'en a cure : « *L'insurrection, c'est maintenant !* ».

Simple emphase d'un grand tribun ? Non pas, explique Lecaussin, qui énumère les

principales réformes prévues par le programme de Jean Luc Mélanchon : à côté de la démagogie anti-capitaliste, comme le SMIC à 1.700 euros, l'instauration d'un salaire maximum, l'interdiction des licenciements et la reprise par les salariés des entreprises en faillite, il est prévu des « appropriations sociales par la nationalisation des grands leviers de l'action économique, industrielle et financière » et un « Conseil national des médias » pour mater des « médias principalement voués au libéralisme » (sic).

Conclusion de Nicolas Lecaussin : « Il est effarant de voir que personne ne conteste les délires totalitaires de M. Mélanchon ». Ici, nous contestons bien volontiers.

Chronique des idées qui émergent de la campagne et annoncent l'avenir. Ces idées seront notées bonnes ♥ ou mauvaises ♠.

Le contrat de travail unique ♥

C'est François Bayrou qui a le monopole de cette réforme, qui consiste essentiellement à supprimer les Contrats à Durée Déterminée, voire même les emplois intérimaires, pour ne laisser en vigueur qu'une seule modalité, un contrat à durée indéterminée. Mais cela ne signifie pas emploi à vie, parce que les conditions de licenciement seraient libéralisées, et les indemnités plus conséquentes (un mois pour un an d'ancienneté).

Cette idée, préconisée depuis longtemps par Cahuc et Kramarz, instaurerait la flexisécurité. Mais quelle est la part de sécurité et celle de flexibilité ? Les conditions de licenciement sont pour l'instant limitées aux cas de causes économiques et de fautes professionnelles, de sorte que la flexibilité serait un peu rigide. Une mauvaise recrue, à faible productivité, mais respectant scrupuleusement le règlement d'atelier ou de bureau, bénéficierait de fait d'un emploi à vie.

♥♥♥♥ *Il faut redonner au contrat de travail son sens originel : un accord bilatéral entre employeur et salarié, dont les clauses (y compris le salaire et le temps de travail) sont librement discutées et acceptées par les deux parties. Cela ne crée pas de la précarité, parce que les entreprises n'ont aucune raison de se séparer de travailleurs de qua-*

lité. Elles ont au contraire intérêt à investir dans leur main d'œuvre pour permettre productivité et promotion. Le contrat est le fruit d'une négociation individuelle, et non pas collective.

Soutien scolaire après l'école ♥

C'est une des propositions du président candidat. On peut être d'accord sur le principe : des élèves des classes primaires ne peuvent pas toujours être aidés par leurs parents à la maison pour parvenir à correctement lire, écrire, compter. Un « professeur spécialisé à 16 h 30 » pourrait prendre ces élèves en charge. Parallèlement, des suivis par des psychologues, des orthophonistes, des éducateurs seraient assurés, et les parents pourraient être impliqués. Tout cela va dans le bon sens, mais les modalités pratiques demeurent incertaines, parce que l'expérience prouve que les enseignants volontaires sont rares, et que les familles ne sont pas souvent d'accord.

♥♥♥ *D'une part, il faut chercher plus loin la cause de ces retards ou handicaps scolaires : le cadre actuel de l'enseignement primaire, sans incitation ni concurrence, est inadapté. Ce genre d'initiative se pratique plus facilement dans le privé. D'autre part, les bons scolaires permettraient aux familles non seulement de choisir un établissement mieux adapté à leur enfant, mais aussi de payer des leçons particulières individuelles ou en groupes. Si grâce au bon scolaire les parents reprennent l'éducation de leurs enfants en mains, la bataille de l'instruction primaire est gagnée.*

Arsenal anti-terroriste et surveillance d'internet ♠♠

Nicolas Sarkozy aurait voulu associer François Hollande et le PS à un projet de loi tendant à renforcer l'arsenal anti-terroriste, et en particulier à exercer une surveillance redoublée sur les réseaux sociaux de façon à traquer le prosélytisme islamique. Les socialistes ne l'ont pas accepté, d'ailleurs la procédure parlementaire n'autorisait pas de prendre une mesure d'une telle importance d'ici les élections. Il n'est jamais bon de voter des « lois d'urgence ». Et il est dangereux de mettre en place un réseau de surveillance général et permanent, cela n'est pas respectueux de la vie privée. François Fillon lui-même a rappelé qu'un état de droit ne permet pas de soupçonner tout le monde tout le temps.

♥♥♥ *Si l'Etat ne peut plus assurer ses missions régaliennes, qu'il s'en décharge. Pour l'instant, il dilapide un argent qui devrait aller à la sécurité intérieure et extérieure des Français. C'est aussi à l'école que l'on apprend la vertu ou le crime. C'est aussi au travail. Mauvaise école et chômage créent la criminalité, dont le terrorisme est une manifestation. Quant au fanatisme religieux, son éradication suppose aussi une éducation et une conversion.*

Mille postes de sécurité par an ♥

C'est ce que propose François Hollande, mais c'est dérisoire, surtout quand on songe au nombre de policiers et gendarmes occupés à traquer les automobilistes. La justice est la grande oubliée des gouvernements français.

♥♥♥ *Privatiser police et justice chaque fois que c'est possible, et çà l'est souvent.*

Karl Popper (1902-1994)

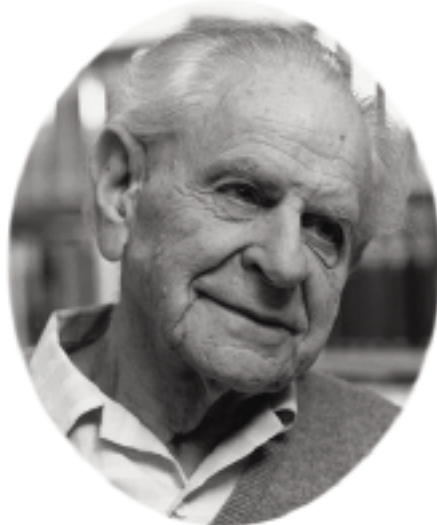
Du café du commerce au discours scientifique

Popper aurait dit de façon plus élégante : de la conjecture à la proposition réfutable.

Popper veut mettre un peu d'ordre dans les œuvres publiées sous le label des « sciences sociales ». Autant ceux qui travaillent dans les sciences de la nature peuvent craindre que leurs hypothèses soient infirmées ou confirmées par l'expérimentation, autant les sciences de l'homme sont encombrées de charlatans. Epistémologue, spécialiste de la science des sciences, Karl Popper mène un combat contre les charlatans.

Son premier souci est d'établir une démarcation au sein des publications en sciences sociales entre ce qui est discours scientifique et ce qui n'est que supposition ou verbiage. Il propose un critère : celui de la réfutabilité. Pour être scientifique une proposition doit être présentée sous une forme telle qu'elle pourra être vérifiée ou infirmée.

« *Tous les corbeaux sont noirs* » : la proposition est vérifiable (ou falsifiable) tant que l'on n'a pas observé de corbeau blanc. A l'inverse, « *toutes les veuves sont joyeuses* » n'est pas vérifiable puisque l'on ne sait pas mesurer la joie, ni sa durée, ni sa nature. Trouver une veuve en pleur n'est donc pas significatif. Evidemment, c'est une forte exigence qui pèse sur le savant. Il lui est interdit de dire n'importe quoi. Mais c'est aussi une façon de voir comment progresse la connaissance : les propositions sont exactes tant qu'elles n'ont pas été réfutées. Une réfutation oblige à aller plus loin. Le savoir humain est donc évolutionniste.

**L'individualisme méthodologique**

Popper estime qu'il est impossible d'avancer une proposition scientifique à partir de l'approche holiste d'une question. Approfondir une connaissance en explorant ce qu'est ou ce que devient une « société », un ensemble social, ne rime à rien, car le tout (whole) n'a aucune substance. Il n'est composé que d'individus. Popper prône l'individualisme méthodologique : « *la doctrine tout à fait inattaquable selon laquelle nous devons réduire tous les phénomènes collectifs aux actions, interactions, buts, espoirs et pensées des individus et aux traditions créées et préservées par les individus* ». Seuls les individus pensent et agissent. La méthode, par exemple, condamne la macro-économie puisque les « agents » d'une comptabilité nationale (revenu global, consommation et épargne globales, chômage, etc.) ne sont que des agrégats comptables sans contenu humain. Les sciences humaines ont donc pour mission de découvrir les actions et interactions qui expliquent les phénomènes sociaux, sachant que ce passage de la micro-analyse à l'explication globale obéit à un processus complexe, que doit décrypter le savant.

Contre l'historicisme et le déterminisme

Prenant leur source dans les actions d'individus eux-mêmes confrontés à l'incertitude et à l'éclatement du savoir, les phénomènes sociaux ne peuvent donc être connus à l'avance. Il n'y a aucun déterminisme historique. Popper a consacré son œuvre principale à la critique de l'historicisme, dont les figures les plus représentatives sont Platon, Hegel et Marx. Pour eux, l'histoire a un sens, elle nous porte vers une société parfaite (hiérarchisée chez Platon, sans classe chez Marx). L'historicisme est réductionniste : il ramène les événements à une cause unique, alors que la réalité est évolutionniste : le changement permanent n'est autre que celui d'individus qui accèdent sans cesse à un savoir plus complet, parce que reconstitué à travers les échanges.

Les totalitarismes contre la société ouverte

Comme Hayek, Popper a été l'un des premiers à démontrer la convergence entre fascisme et marxisme. Dans les deux cas, la société, au prétexte de devenir parfaite, détruit les personnes. Dans son livre « *La société ouverte et ses ennemis* », Popper met en relief les avantages d'une société où les hommes peuvent partager des savoirs dispersés grâce au libre échange. Il complète le thème de la division du travail (Adam Smith) par celui de la division du savoir. Mais le pouvoir politique n'aime pas la dispersion et la communication, il préfère la centralisation et le commandement. Les totalitarismes du XX^{ème} siècle ont usé de la propagande historiciste : les dictateurs étaient censé construire la société parfaite. Silence, on tue.



Le candidat libre a-t-il eu les 500 signatures ?

Depuis plusieurs mois, nous avons été intrigués par un site original www.lecandidatlibre.fr dont la qualité nous avait réellement surpris. Nous vous avons d'ailleurs conseillé d'y aller le visiter. Et ce conseil est toujours d'actualité, même si l'on ne sait toujours rien sur ledit candidat.

Visiblement, il ne figure pas parmi les dix personnalités qui ont été qualifiées par le Conseil Constitutionnel. Il pourrait s'agir d'un candidat ou d'une candidate recalé(e), mais ni Corinne Lepage ni Dominique de Villepin ne nous semble professer des idées libérales.

Il est donc vraisemblable qu'il s'agit soit d'un candidat resté dans l'ombre jusqu'à l'échéance du 6 mars et qui a désiré garder l'anonymat (dommage : on voudrait bien connaître ce leader libéral), soit d'un candidat fantôme, fruit d'un montage qui participe non pas d'un canular – car ce candidat est trop sérieux pour cela – mais d'une profession de foi libérale destiné au grand public des réseaux sociaux.

Si vous n'avez pas la curiosité de consulter ce site dès la lecture de cette lettre, sachez que son programme tient en 7 mesures concrètes :

- Pour le Salaire complet
- Pour les Comptes Personnels Epargne Retraite
- Pour les Bons scolaires
- Pour le Referendum d'Initiative Populaire
- Pour l'Egalité Fiscale
- Pour la Réduction des Réglementations
- Pour l'Immobilier locatif.

Chacune de ces mesures est présentée sommairement par un montage vidéo de quelque 3 minutes, et les idées sont développées dans un argumentaire très rigoureux, marqué au sceau du libéralisme le plus pur.

Le candidat a également donné ses réactions à quelques événements, montrant les faiblesses avérées des autres candidats, et par contraste la pertinence de ses analyses et de ses propositions.

S'il existe, qu'il se fasse vite connaître.

Si c'est une profession de foi, qu'elle soit vite connue et diffusée par tous les libéraux de France, et ils sont nombreux à ne pas avoir trouvé aliment dans la campagne des présidentielles. Peut-être le programme pourrait-il nourrir les législatives ?

La Nouvelle Lettre respectera la trêve de Pâques. La prochaine Lettre (1114) sera donc datée du samedi 14 avril, à une semaine du premier tour des élections. Elle proposera une synthèse des propositions avancées par les divers candidats.

L'EXPRESS

Un article de trois pages rédigé par Jean-Philippe Delsol et Nicolas Lecaussin pour leur livre « A quoi servent les riches », édité chez Lattès et publié par l'IREF (Institut de Recherches Economiques et Fiscales). Ce livre a déjà été recensé par la Nouvelle Lettre (n°1109), et il rencontre un franc succès, peut-être est-il en train de devenir un best seller.

L'article de l'Express contient quelques morceaux choisis du livre sous forme de questions : les riches sont-ils de plus en plus nombreux : non, l'immobilier crée-t-il les riches : non, les riches paient-ils proportionnellement moins d'impôts : non, les riches créent-ils des emplois ? oui. Une tranche à 75 % est-elle efficace ? non, faut-il supprimer toutes les niches ? oui, les riches sont-ils tous dans le secteur privé ? non. (L'Express, 3167, 14-20 mars).



Interview de Nicolas Lecaussin sur le même livre. Les auditeurs se précipitent chez leurs libraires : près d'un millier d'exemplaires vendus... (Philippe Vallet, « Un livre, un jour », mardi 27 mars, 10.55)

LE FIGARO magazine

Feu sur les riches !

L'éditorial du Figaro Magazine par Alexis Brezet est consacré entièrement à l'ouvrage de Jean-Philippe Delsol et Nicolas Lecaussin.